Politique: des manifestants s'invitent à leur congrès

L'histoire des régions

SELON ELLES, LES RÉGIONS REPRÉSENTENT L'AVENIR

Moins représentées au Parlement que le bloc communal et le bloc départemental, moins riches que ces derniers qui trustent respectivement 57 % et 31 % du budget total des collectivités locales (233 Md€), les régions veulent réaffirmer leur rôle, en particulier en matière de formation et de développement économique, à l'heure où s'écrit la réforme territoriale. A trois jours de la reprise du débat par-

lementaire sur la loi NOTRe (Nouvelle Organisation Territoriale de la République), elles tiennent leur congrès à Rouen avec un slogan « Les régions c'est l'avenir » et un message : « Rien d'important ne se fera sans le concours des régions ». Ce congrès, elles l'ont voulu « offensif », selon les termes de leur président Alain Rousset. Mais l'offensive est également venue de l'extérieur, avec des manifestations tendues.

arylise Lebranchu, ministre de la Décentralisation et de la Fonction I publique, est attendue ce matin à Rouen, au congrès des régions de France. Avec peut-être une bonne nouvelle en matière de financement et de répartition de la CVAE (Contribution à la valeur ajoutée des entreprises).

Les représentants des régions s'inquiètent quant aux compétences qui leur seront dévolues dans le cadre de la réforme territoriale. Comment pouvez-vous les rassurer?

Marylise Lebranchu: « Les régions vont se trouver confortées dans leur rôle au cœur du développement économique du pays et en particulier dans les aides aux entreprises. Elles seront les seules à leur assurer des aides directes et les seules à pouvoir entrer temporairement au capital de celles qui connaissent des difficultés passagères pour franchir un cap en matière d'innovation ou de nouveau carnet de commandes. Nous affirmons également qu'elles seront chefs de file sur le tourisme. On leur accorde aussi le pouvoir réglementaire sur l'aménagement du territoire au travers deux dispositifs : le Schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation des entreprises, et le schéma d'aménagement du territoire et du développement durable, dont les autres collectivités devront tenir compte pour leurs propres politiques. Nous travaillons au transfert des grands outils économiques dont les ports. Même si les départements n'y sont pas favorables, j'espère qu'on va trouver un accord. Enfin, à la demande du Sénat, nous avons rouvert le dossier du pilotage des politiques de l'emploi ».

Les régions réclament aussi une réforme de leur financement, particu-



Marylise Lebranchu : « Une réforme territoriale pas facile et courageuse »

lièrement grâce à une répartition plus avantageuse de la CVAE. Est-ce possi-

 « Je serai chargée de la leur présenter vendredi [NDLR: aujourd'hui] après les derniers arbitrages. Mais il est vrai que leur demande est juste ».

Les régions estiment être les grandes perdantes de la réforme vis-à-vis des métropoles. Ça vous paraît justifié?

· « Pas du tout. Mais il est important d'écrire les choses, de codifier ce qui est en train de se faire sans nous. Pour nous, ça demandait une régulation, notamment sur le lien entre les régions qui définissent les

grandes stratégies de développement économique, et les métropoles qui doivent, à notre sens, passer un certain nombre d'accords entre elles. Auparavant, je crée la Conférence territoriale de l'action publique qui permettra aux présidents de régions, éventuellement accompagnés du préfet s'il doit y avoir transfert de compétence, de réunir l'ensemble des exécutifs locaux sur toutes les grandes priorités. Cela générera un échange d'informations de meilleure qualité : on fait confiance aux élus de l'aire régionale pour définir la meilleure façon de traiter au mieux les dossiers ».

Qu'est-ce qui a progressé, qu'est-ce qui fait encore débat sur la loi

« On a progressé sur le fait que l'intercommunalité est une bonne chose. On bloque encore sur les seuils : on l'a vu mercredi avec la manifestation des maires ruraux ». Les agents territoriaux manifestent. Ils sont inquiets. Qu'avez-vous à leur

■ «Je pense qu'ils n'ont pas de raison d'être inquiets parce que nous avons vraiment bordé les choses, tant pour la réforme de la carte des régions que dans le cadre de la loi NOTRe. Nous assurons aux fonctionnaires d'Etat zéro perte de pouvoir d'achat, zéro perte d'indemnité et aucune mobilité forcée. Nous mettons en place la mobilité fonctionnelle permettant de passer d'un service à un autre, d'un ministère à un autre en bénéficiant d'un accompagnement. Mêmes garanties pour les fonctionnaires des collectivités territoriales. La seule chose, c'est que l'augmentation des régimes indemnitaires se fera sur plusieurs années pour ne pas creuser la dépense publique ».

Les élections régionales ont lieu dans moins de six mois. Comment les abordez-vous?

• « Avec dynamisme et confiance, parce que nous aurons mené une réforme territoriale pas facile et courageuse. Et parce que je pense que le message que j'essaie de faire passer, qui est de transformer en coopération la concurrence des territoires, commencera à être compris. On a vraiment la possibilité de redresser le pays. Les premiers signes sont là. Maintenant il faut aller de l'avant ».

> PROPOS RECUEILLIS PAR FRANCK BOITELLE f.boitelle@presse-normande.com

Les régions à la croisée des chemins

À l'heure où se redessinent leurs contours et où se précisent leurs compétences, les régions veulent peser davantage sur les politiques publiques.

Elles ne croient guère en la future CTAP (Conférence territoriale de l'action publique) prônée par Marylise Lebranchu, se méfient des métropoles et pensent que la loi NOTRe ne fait, selon les termes d'un des intervenants à une table ronde organisée à l'occasion de leur congrès annuel, « qu'alimenter le flou ». Réunies depuis hier à Rouen, les régions de France ont conscience de vivre un moment très particulier, à la croisée des chemins, où il leur faut tout à la fois réaffirmer leur rôle en matière de développement économique, de formation et de transport, et

obtenir les moyens de mener leurs tâches à une simple modification de la carte, il faudrait aussi, les 6 et 13 décembre prochains, un électeur. « Notre pays a besoin de régions plus fortes. La région, c'est le bon échelon pour jouer un rôle d'impulsion, d'équilibre, de développement, d'égalité et de solidarité », a insisté Nicolas Mayer-Rossignol, le président de la Haute-Normandie, en accueillant une dizaine de ses collègues parmi lesquels Laurent Beauvais (Basse-Normandie) et Jean-Paul Huchon (Ilede-France) avec qui il allait signer dans l'après-midi un Contrat de plan interrégional Etat-Régions (CPIER) vallée de la Seine de 930 M€. Pour Alain Rousset (Aquitaine) également, il faut profiter de la réforme territoriale pour obtenir des moyens à la hauteur des ambitions. « Si la réforme devait se limiter

sans ponctionner un contribuable qui sera alors dresser un constat d'échec car notre pays n'aurait pas engagé la grande loi de décentralisation que nous appelons de nos vœux depuis tant d'années », a martelé le président de l'Association des régions de France. « Si tel était le cas, nous hériterions de grandes régions sans moyens adaptés et sur des territoires bien trop étendus pour y engager des actions efficaces en faveur de tout ce dont notre pays a besoin pour retrouver ces quelques points de croissance qui nous font tant défaut », at-il jouté. Réclamant pour les régions un budget plus large que les 29 Md€ actuels, qui représentent 12 % du budget total des collectivités locales. La visite de Marylise Lebranchu, ce matin, dira s'il a été entendu.

■ Le reportage vidéo sur le congrès est sur paris-nor-



Signature, hier du CPIER vallée de la Seine